



Plus que jamais, SOLIDARITÉ AVEC LA TUNISIE !



Les capitalistes tunisiens - une poignée de millionnaires dont la belle-famille de Ben Ali - et les multinationales étrangères, notamment françaises, ont crû que le simple départ du dictateur suffirait à calmer le peuple et à rétablir l'ordre. Comme si le maintien de Mohammed Ghannouchi, premier ministre depuis douze ans pouvait être satisfaisant !

Dehors Ghannouchi !

Ce que veulent les dirigeants du régime, c'est empêcher que le soulèvement populaire devienne une vraie révolution. Non pas un mouvement qui vire une personne, si détestable soit-elle, mais une transformation de la société à la racine. Un changement d'institutions, une prise en main de l'économie par la majorité de la population, les ouvriers, les mineurs, les paysans... Ceux et celles qui font tourner le pays. Et non plus le patronat néo-colonial et ses fidèles serviteurs. Le premier ministre est de ceux-là, de même qu'une bonne partie du gouvernement « d'union nationale » : les ministres de l'intérieur, de la Défense et des Affaires étrangères n'ont même pas changé ! Ghannouchi promet de quitter la vie politique dès que les élections auront eu lieu... C'est exactement ce que disait Ben Ali quelques jours avant de se rendre en Arabie saoudite !

Assemblée constituante !

Le peuple tunisien n'a rien à attendre d'élections dans le cadre des institutions actuelles. Comment, par exemple, une commission d'enquête sur les violences policières pourrait-elle faire son travail si elle agit sur ordre du ministre qui a organisé la répression ?!

C'est pour ça que le syndicat des travailleurs, l'UGTT, dont la direction est pourtant proche du pouvoir, a été obligé par ses militants de refuser d'avoir des ministres et de reconnaître le gouvernement. C'est pour cela aussi que les partis d'opposition qui étaient illégaux sous la dictature n'y siègent pas non plus.

Ce qu'il faut désormais, c'est que le peuple élise une assemblée pour écrire une nouvelle constitution, en conformité avec les exigences de justice et de démocratie exprimées par la rue.

Depuis le week-end dernier, des « caravanes de la liberté » composées de milliers de Tunisiens venus des régions les

plus pauvres, notamment de Sidi Bouzid, se rendent devant le siège du premier ministre pour exiger sa démission. Même une partie de la police se range à leurs côtés !

La Tunisie n'est plus une colonie !

Depuis la décolonisation, la France n'a pas changé d'attitude vis-à-vis de son ancien protectorat : soutien aux dictateurs, mainmise sur l'économie... Nous devons exiger de notre gouvernement qu'il cesse de s'ingérer dans les affaires tunisiennes et de soutenir le gouvernement illégitime. Nous devons exiger l'annulation de la « dette » tunisienne, comme si après plus d'un siècle de pillages, ce pays « nous » devait quoi que ce soit !

Le 15 janvier, des milliers de personnes ont manifesté à Paris, Marseille, Lyon mais aussi en Suisse et en Belgique, d'autres rassemblement ont eu lieu toute la semaine et le week-end suivant.

Suivons l'exemple tunisien !

Solidarité internationale !

RÉUNION PUBLIQUE DU NPA

Samedi 5 février à 14h
au local la Brèche (NPA)
27 rue, François Arago,
St Mathieu.
Perpignan.



NPA
JEUNES
NOUVEAU PARTI
ANTICAPITALISTE